



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



TCL bus

Lundi 8 juin 2026

Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement

Suite au terrible meurtre de Lyhanna, 11 ans, des marches et rassemblements ont lieu pour soutenir sa famille et ses proches, et rappeler la réalité des violences contre les enfants. 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les ans. Huit victimes sur dix sont des filles, et la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes : ces actes sont une manifestation de la violence du patriarcat.

La récupération sordide et coupable de la droite et de l'extrême droite

Loin d'apporter une réponse systémique, la droite et l'extrême droite répondent comme toujours avec leur discours sur le prétendu « laxisme » de la justice.

Ces politiciens portent pourtant une part de responsabilité, quand ils soutiennent toutes les coupes budgétaires dans les services sociaux, là où précisément les victimes peuvent être écoutées et accompagnées. Ils ne jurent que par l'école privée, où on ne compte plus le nombre d'affaires de pédocriminalité. Et ils s'opposent fermement à la tenue des séances d'éducation à la vie affective dans les écoles, et d'éducation à la sexualité chez les adolescents... qui permettent justement d'apprendre aux enfants à dénoncer des comportements problématiques.

Le gouvernement et la police ont manifestement mieux à faire

Le ministre Darmanin – lui-même accusé de viols – a présenté ses excuses au nom du gouvernement pour les manquements qui ont mené à la mort de Lyhanna.

Les procureurs lui ont répondu en rappelant l'avoir alerté depuis longtemps sur les délais de traitement des plaintes, car leur ministre leur demande de traiter en priorité les affaires de narcotrafic. La police et la justice sont bien plus rapides quand il s'agit de juger en comparution immédiate des jeunes de quartiers populaires pour des petits larcins... ou de convoquer des syndicalistes et des militants qui ont critiqué trop fort le pouvoir !

Des mesures choc sont prises lorsque des affaires éclatent, mais elles sont aussi inefficaces que spectaculaires. Après le scandale des violences dans le périscolaire à Paris, la mairie a suspendu 78 animateurs et animatrices... dont 43 pour des motifs qui n'ont pas de rapport. Elle ne répond pas aux problèmes réels : les

sous-effectifs dans les écoles, où un adulte peut se retrouver à encadrer seul un groupe d'enfants, alors qu'il en faudrait toujours au moins deux, le recrutement de vacataires (10 000 sur les 15 000 animateurs de la ville) sans formation...

Une question d'ampleur et de fond

Les responsables politiques de gauche disent aussi, à leur manière, que la justice n'a pas assez de moyens. Mais c'est d'abord la prévention qui est sous dotée : la répression, elle, n'empêche pas les violences de se produire...

Beaucoup des préconisations rendues en 2023 par la Commission indépendante sur les violences faites aux enfants (Ciivise) pour mieux détecter les cas et accompagner les victimes, ont été rangées dans un tiroir... Après des décennies de suppressions de postes et de baisse des moyens dans les services publics, les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Cette société est incapable de prévenir l'ensemble des violences faites aux enfants : en 2025, au moins vingt-six mineurs sans domicile fixe sont morts dans la rue, dont quatorze de moins de 4 ans, et au moins cinq adolescents en stage ou en apprentissage ont été tués dans des accidents du travail, puis déjà quatre en 2026.

La raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

Le choix impossible

Damien Tabard, conducteur de car scolaire en Haute-Vienne, licencié en 2022 pour « insubordination » par son employeur Europ Voyages, vient de perdre son procès en appel aux Prud'hommes. Il lui avait été reproché non seulement de déposer « à la sauvage » des élèves devant chez eux – notamment parce que les arrêts étaient dangereusement éloignés de leur domicile – mais surtout d'avoir réitéré après avoir été rappelé à l'ordre...

Certes, il ne pouvait aux yeux de la loi qu'avoir tort, mais il se trouvait avant tout dans une situation impossible : ou bien se conformer au cadre légal, donc laisser les enfants se débrouiller avec tous les risques d'accident que cela implique, ou bien continuer dans ce qui s'apparente à de la logique de terrain. D'autant que le précédent employeur tolérait cette pratique, et qu'après le licenciement, la région et l'entreprise ont officialisé les arrêts sauvages !

Et en même temps, qui de mieux placés pour répondre aux problèmes concrets d'organisation des trajets et du réseau que les travailleurs eux-mêmes ?

TBM voit rouge...

400 collègues de Transports Bordeaux Métropole (20% des effectifs), réseau exploité par Keolis, se sont mis en grève suite aux refus répétés de la direction d'accorder un nombre important de jours de congés, pourtant légalement dû ! En y ajoutant des protestations contre la dégradation de leurs conditions de travail ainsi qu'en demandant des embauches, les grévistes se sont réunis jeudi dernier devant le siège de la direction. Mais cette dernière a préféré se boucher les oreilles et accuser... les conducteurs eux-mêmes, en prétextant que le vrai problème serait l'absentéisme !

En tout cas, au vu de ce que racontaient les collègues, entre le matériel roulant sans clim et la proposition d'augmentation de 1% aux NAO de janvier, les raisons qui les ont poussés à se mobiliser nous paraissent bien familières.

... et les cheminots aussi !

Nos collègues de la SNCF ont eux aussi eu des NAO bien maigres au regard de l'inflation galopante : 0,18% en tout et pour tout. Pour une entreprise qui prévoit 2,3 milliards de bénéfices en 2026, les calculs passent mal auprès des travailleurs du rail !

C'est pourquoi la journée du 10 juin, appelée par les OS, sera sans doute suivie en nombre. Notamment parce que c'est aussi contre les attaques généralisées de la direction qu'ils veulent se mobiliser : face à Jean Castex, nouveau PDG de la SNCF, qui veut supprimer 5 jours de repos aux collègues transférés dans les filiales, elles-mêmes des prétextes pour tailler dans les salaires et les conditions de travail, les cheminots ont raison de montrer le poing !

Deux dates importantes contre la répression patronale

Vendredi 19 juin à 12h, les syndicats CGT du groupe Seb (Tefal, Calor, etc.) appellent à se rassembler à Écully, devant le siège de leur entreprise. Ils protestent contre les procédures intentées par la direction : une procédure disciplinaire contre une militante syndicale investie dans la lutte contre les PFAS, ces polluants éternels que Seb utilise allègrement dans ses produits au détriment de la santé des salariés et des consommateurs, ainsi qu'une procédure judiciaire contre Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, qui a eu le malheur de raconter publiquement les malversations de Seb.

C'est parce que ce cas de répression n'est malheureusement pas isolé que le lendemain à Paris, une manifestation contre toutes les répressions aura lieu. L'idée est partie de plusieurs syndicats de la Poste, particulièrement en butte à ce problème. Le patronat et l'État à son service sont à l'offensive contre tous ceux qui relèvent la tête, car ils voudraient qu'on subisse sans rien contester de leur société d'exploitation. Pas question !



Ici le lien vers l'appel à la manifestation

Echos d'espoirs dans la cacophonie de la guerre et de la dictature.

Le 28 mai dernier, nos collègues syndicalistes travaillant pour la compagnie de bus de Téhéran ont publié une déclaration afin de témoigner de leurs conditions de vie sous les bombes états-uniennes et israéliennes, ainsi que sous la tyrannie mortifère d'un régime qui assassine son propre peuple, reproduisant – en pire – la Semaine sanglante de la Commune de Paris.

Dans leur déclaration, nos camarades iraniens appellent à la solidarité internationale des travailleurs pour mettre fin à cette guerre impérialiste contre leur pays, poursuivre la lutte contre la répression et la tyrannie du régime des mollahs, et construire ensemble un monde de paix et de justice pour tous.



Retrouve ici leur communiqué !

Carton rouge pour les flics de Trump

Omar Artan est un arbitre de classe internationale, il a officié en Ligue des champions ou lors de la CAN. Il a été nommé meilleur arbitre d'Afrique en 2025 et devait logiquement participer à la Coupe du monde. Mais la police américaine l'a refoulé à la frontière, avec comme seul motif sa nationalité : il est somalien. L'administration Trump mène une guerre sans merci contre les migrants somaliens, même ceux qui ont une renommée internationale. Il menace de les renvoyer au pays en dépit des risques qu'ils y courent.

La FIFA s'aplatit comme d'habitude et les protestations contre cette injustice sont pour le moins timides dans le monde du foot. Certains lisent moins bien le jeu dès qu'ils ont quitté le terrain.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org